



GFL ENVIRONMENTAL INC. RAPPORT DE GESTION

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021

Le rapport de gestion qui suit (le « **rapport de gestion** ») de GFL Environmental Inc. (« **nous** », « **nos** », « **notre** », « **GFL** » ou la « **Société** ») est daté du 3 novembre 2021 et il fournit de l'information sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière au 30 septembre 2021 et pour le trimestre et la période de neuf mois clos à cette date. Ce rapport de gestion doit être lu parallèlement à nos états financiers consolidés intermédiaires résumés non audités et aux notes annexes pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 (les « **états financiers intermédiaires** »), à nos états financiers consolidés annuels audités pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (les « **états financiers annuels** ») et à notre rapport de gestion pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (le « **rapport de gestion annuel** »).

Aperçu de la Société

GFL est la quatrième société de services environnementaux diversifiés en importance en Amérique du Nord, avec des activités partout au Canada et aux États-Unis. GFL comptait plus de 17 000 employés au 30 septembre 2021.

GFL a été constituée le 5 mars 2020 en vertu des lois de la province d'Ontario. Nos actions à droit de vote subalterne sont négociées à la Bourse de New York (la « **NYSE** ») et à la Bourse de Toronto (la « **TSX** ») sous le symbole « **GFL** ». Nos unités de capitaux propres corporels sont négociées à la NYSE sous le symbole « **GFLU** ». Chaque unité de capitaux propres corporels est composée d'un contrat d'achat d'actions prépayé (un « **contrat d'achat** ») et d'un billet amortissable de premier rang (un « **billet amortissable** »). Le 5 mars 2020, GFL a conclu son premier appel public à l'épargne (le « **PAPE** »).

Déclarations prospectives

Le présent rapport de gestion, et particulièrement les rubriques « Résumé des facteurs qui influent sur le rendement » et « Situation de trésorerie et sources de financement » présentées ci-après, contient de l'information prospective et des déclarations prospectives qui reflètent l'opinion de la direction relativement à nos objectifs, nos projets, nos buts, nos stratégies, nos perspectives, nos résultats d'exploitation, notre performance financière et opérationnelle, nos prévisions et nos occasions. Dans certains cas, on reconnaît les déclarations prospectives à l'emploi de verbes ou d'expressions comme « planifier », « cibler », « croire », « s'attendre à », « être susceptible de se produire », à la forme affirmative ou négative, au futur ou au conditionnel, de termes comme « budget », « estimation », « perspective », « prévision », « projection », « stratégie », « avis », « intention », « possibilité », « éventualité » ou d'autres termes ou expressions semblables, ou de déclarations selon lesquelles certaines mesures ou certains événements ou résultats « peuvent », « devraient », « pourraient » ou « pourront », ou « vont » être prises, survenir ou se matérialiser. En outre, les déclarations faisant état de nos attentes, nos intentions, nos prévisions ou d'autres faits ou circonstances à venir contiennent de l'information prospective. Les déclarations qui contiennent de l'information prospective ne portent pas sur des faits passés et ne sont pas des garanties de résultats futurs, mais elles indiquent plutôt les attentes, les estimations et les projections de la direction concernant des événements futurs.

Les déclarations prospectives reposent sur nos avis, estimations et hypothèses établis à la lumière de notre expérience, de nos antécédents, de notre perception des tendances historiques, de la conjoncture, des occasions de croissance et de l'avenir prévisible. Elles reposent aussi sur d'autres facteurs que nous croyons actuellement pertinents et raisonnables dans les circonstances. Malgré le soin apporté à l'établissement et l'examen de l'information prospective, rien ne garantit que les avis, estimations et hypothèses sous-jacents se révéleront exacts. Les facteurs qui pourraient entraîner un écart entre les résultats réels et ceux prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs énumérés ci-dessous et à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel sur formulaire 20-F pour l'exercice clos le 31 décembre 2020 (le « **rapport annuel** »). D'autres risques, dont nous pourrions ne pas avoir connaissance pour l'instant ou que nous pourrions considérer comme non significatifs, pourraient avoir une incidence négative sur nos activités. Nous déclinons toute obligation de réviser ou mettre à jour les déclarations prospectives de manière à rendre compte d'événements ou de changements de circonstances, à moins que la loi ne l'exige expressément.

Notre entreprise et nos activités étant assujetties à divers risques et incertitudes, les résultats réels pourraient différer de manière significative de ceux exprimés dans toute déclaration prospective. Les facteurs qui pourraient engendrer un écart important entre les résultats réels et les résultats prévus comprennent, sans toutefois s'y limiter, les facteurs de risque suivants, qui sont décrits de façon détaillée à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel et à la rubrique « Principaux facteurs de risque » présentée ailleurs dans le présent rapport de gestion : notre capacité à élargir notre part de marché; notre capacité à conserver le personnel clé; notre capacité à maintenir et étendre notre présence géographique; notre capacité à entretenir de bonnes relations avec nos clients; notre capacité à exécuter nos plans d'expansion; notre capacité à saisir des occasions d'acquisitions supplémentaires; l'incidence défavorable d'acquisitions sur nos activités; les dettes potentielles attribuables à des acquisitions antérieures ou futures; la nécessité de réussir à intégrer les entreprises acquises; notre capacité à continuer d'investir dans notre infrastructure pour appuyer notre croissance; notre capacité à obtenir et conserver un financement à des conditions acceptables; notre capacité à augmenter nos prix ou à compenser une hausse de nos coûts; les taux de change et les taux d'intérêt; l'effet de la concurrence; les changements et les tendances dans notre secteur ou l'économie mondiale; les modifications apportées aux lois, règles, règlements et normes internationales; l'évolution de la réglementation gouvernementale et les risques liés à son inobservation; les obligations relatives aux questions environnementales; la perte de contrats municipaux et d'autres contrats; l'incapacité éventuelle de renouveler, d'obtenir ou de conclure des permis ou des ententes applicables aux sites d'enfouissement ou aux installations de gestion des déchets organiques, et les coûts entraînés par l'exploitation et/ou la construction dans l'avenir de tels sites ou installations; notre dépendance envers des sites d'enfouissement et des stations de transfert de tiers; l'accès non garanti aux marchés des capitaux propres ou des capitaux d'emprunt; l'augmentation des coûts de la main-d'œuvre, de l'élimination et du transport; l'approvisionnement en carburant et les fluctuations du prix du carburant; notre besoin d'avoir suffisamment de flux de trésorerie pour réinvestir dans nos activités; notre incapacité à obtenir des cautionnements, des garanties de bonne exécution, des lettres de crédit, ou d'autres garanties financières; les risques liés à l'exploitation, la santé, la sécurité et l'environnement; les catastrophes naturelles, les conditions météorologiques et la saisonnalité; la perte de clients existants ou l'incapacité d'obtenir de nouveaux contrats; l'exposition au risque de crédit et la diminution des résultats d'exploitation provoquées par un ralentissement économique; la dépendance croissante envers la technologie et le risque de défaillances technologiques; les incidents ou problèmes de cybersécurité; l'atteinte à notre réputation ou à notre marque; l'ajout de nouvelles règles de fiscalité ou de comptabilité; la hausse des coûts d'assurance; la hausse des coûts d'exploitation entraînée par un resserrement de la réglementation sur les changements climatiques; les risques liés au non-respect des lois ou des règlements anticorruption américains, canadiens ou étrangers; les coûts de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement et les coûts associés à la contamination; la concurrence provoquée par la capacité excédentaire des sites d'enfouissement; un litige, l'acte d'une autorité de réglementation ou des manœuvres menées par des activistes; les épidémies, les pandémies et les autres crises sanitaires, y compris la pandémie de COVID-19.

Mode de présentation

Nos états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale 34, *Information financière intermédiaire*, qui fait partie des Normes internationales d'information financière (les « IFRS ») telles qu'elles sont publiées par l'International Accounting Standards Board. À moins que le contexte ne le suggère autrement et afin d'éviter toute confusion, toute mention de « GFL », la « Société », « nous » et « notre » dans le présent rapport de gestion renvoie à GFL et ses filiales consolidées.

Sauf indication contraire, les montants contenus dans le présent rapport de gestion sont présentés en millions de dollars canadiens.

Reclassement de montants d'exercices antérieurs

Certains soldes relatifs à la ventilation des produits et à l'information sectorielle présentés au cours de périodes antérieures ont été reclassés afin que leur présentation soit cohérente avec celle adoptée pour la période considérée. Ces reclassements non significatifs n'ont eu aucune incidence sur les résultats d'exploitation consolidés présentés.

Résumé des facteurs qui influent sur le rendement

Nous sommes d'avis que notre rendement et notre futur succès dépendent d'un certain nombre de facteurs qui présentent d'importantes occasions pour nous. Ces facteurs sont également assujettis à un certain nombre de risques et de défis intrinsèques présentés ailleurs dans le présent rapport de gestion ainsi que dans notre rapport annuel.

Les acquisitions et nos activités de financement ont eu une incidence sur nos résultats pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, de même que la croissance interne enregistrée au cours de cette période, laquelle tient en partie aux stratégies en matière de tarification que nous avons mises en œuvre et aux variations des volumes. Notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour réaliser des efficiences en matière de coûts d'exploitation a également eu une incidence sur notre performance pour ces périodes. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, la réduction de l'activité commerciale découlant des diverses mesures principalement prises par les gouvernements du Canada et des États-Unis en réaction à la COVID-19 a nui à notre performance. Finalement, le caractère saisonnier a influencé nos résultats, qui sont habituellement plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides.

Nous entendons continuer de faire croître notre entreprise et d'améliorer notre performance financière en étendant la portée de nos services sur de nouveaux marchés géographiques et en élargissant notre empreinte géographique afin d'augmenter la densité régionale de nos lignes d'activité, ce qui donnera lieu à une augmentation des marges. Notre capacité de réaliser ces objectifs est tributaire de notre capacité d'exécuter notre stratégie en trois volets qui consiste à i) continuer de générer une croissance interne solide et stable des produits, ii) mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques et iii) continuer de stimuler les gains d'efficacité opérationnelle dans l'ensemble de notre plateforme.

Croissance interne forte et stable des produits

Notre capacité de générer une croissance interne forte et stable des produits tout au long des cycles macroéconomiques dépend de notre capacité d'élargir et d'approfondir l'étendue des services que nous offrons à nos clients existants, de saisir des occasions de vente croisée entre nos capacités de services complémentaires, d'obtenir des hausses de prix et de surcharges, de signer de nouveaux contrats, de renouveler ou de prolonger des contrats existants et d'étendre nos services à des marchés nouveaux ou adjacents. Nous sommes d'avis que l'exécution de cette stratégie continuera de stimuler la croissance interne de nos produits et la production de flux de trésorerie disponibles.

Nos activités sont bien diversifiées sur les plans des secteurs d'activités, des régions et de la clientèle. Nous croyons que notre réussite continue dépend de notre capacité de rehausser davantage cette diversification et d'en tirer parti; un élément clé de cette diversification est notre capacité d'offrir à nos clients une gamme de services exhaustive dans nos trois secteurs d'activités, soutenue par une empreinte géographique étendue partout au Canada et aux États-Unis. L'essentiel des produits que nous tirons de nos activités de gestion des déchets solides provient de marchés secondaires, et la plus grande part de nos produits tirés de la gestion des déchets solides pour les clients résidentiels provient des grands centres urbains.

Nous sommes également d'avis que nous sommes bien positionnés pour nous adapter à l'évolution constante de la demande des clients et de la réglementation afin de maintenir notre réussite. Pour y arriver, nous devons notamment être en mesure de répondre aux exigences juridiques et à la demande des clients en matière de détournement des déchets des sites d'enfouissement en continuant d'étendre notre capacité de collecte et de traitement de matériaux de multiples sources.

Notre modèle d'affaires diversifié est également un complément de notre stratégie d'acquisition. Comme nos secteurs d'activités sont nombreux, nous pouvons rechercher des acquisitions dans un bassin plus vaste de cibles potentielles. Le fait de maintenir un modèle diversifié est par conséquent crucial pour nous permettre de tirer parti d'occasions d'acquisitions relatives et de contribuer à réduire les risques d'exécution et les risques commerciaux inhérents aux stratégies mono-marché et mono-produit.

Mener à bien des acquisitions relatives et stratégiques

Notre aptitude à trouver, mener à bien et intégrer des acquisitions relatives est notre principal vecteur de croissance. Compte tenu de l'importante fragmentation du secteur des services environnementaux en Amérique du Nord, notre croissance et notre réussite sont tributaires de notre capacité de saisir des occasions de consolidation dans chacun de nos trois secteurs d'activités.

Depuis 2007, nous avons mené à terme plus de 170 acquisitions dans l'ensemble de nos lignes d'activité. Nous cherchons à acquérir des exploitants régionaux indépendants de premier plan afin de prendre pied sur de nouveaux marchés, puis de réaliser des acquisitions complémentaires pour aider à densifier nos activités et à étendre notre rayonnement géographique. L'intégration de ces acquisitions à notre plateforme existante est un élément clé de notre réussite, tout comme le fait de continuer de repérer et saisir ces occasions de consolidation intéressantes.

De plus, l'exécution concluante d'acquisitions nous permet d'accéder à de nouveaux marchés, de saisir de nouvelles occasions de vente croisée et de réaliser des synergies en matière d'approvisionnement et de coûts dans l'ensemble de nos activités.

Stimuler les gains d'efficience opérationnelle

Nous offrons nos services par l'entremise d'un réseau d'installations stratégiquement situées au Canada et aux États-Unis. Dans chacun de nos marchés géographiques, notre solide position concurrentielle est tributaire des importantes dépenses d'investissement requises pour reproduire notre infrastructure réseau et nos actifs, ainsi que des exigences strictes en matière d'obtention de permis et de conformité à la réglementation. Notre réussite continue dépend également de notre capacité de tirer parti de notre réseau évolutif pour attirer et fidéliser les clients de multiples gammes de services, réaliser des efficacités opérationnelles et créer des synergies en matière d'approvisionnement et de coût.

Il est également essentiel que nous continuions à tirer parti de nos capacités évolutives pour augmenter la marge d'exploitation et réaliser des synergies de coûts, notamment en misant sur la capacité de nos installations, procédés technologiques et effectifs existants pour appuyer la croissance future et procurer des économies d'échelle, ainsi qu'en augmentant la densité des trajets et en desservant les nouveaux clients au moyen de notre réseau d'actifs et de notre flotte existants pour rehausser la rentabilité de chacun de nos secteurs d'activités.

Notre réussite dépend également de notre capacité de continuer à faire des investissements stratégiques dans notre entreprise, y compris d'importantes dépenses d'investissement dans nos installations, nos procédés technologiques et nos capacités administratives afin d'appuyer notre croissance future. Notre capacité d'améliorer nos marges d'exploitation et la marge de nos frais de vente, généraux et administratifs en maintenant une structure de coûts rigoureuse et en examinant régulièrement nos pratiques afin de gérer les charges et de rehausser l'efficience aura également une incidence sur nos résultats d'exploitation.

Répercussions de la COVID-19

Depuis l'écllosion de la pandémie de COVID-19 en mars 2020, les gouvernements des États-Unis et du Canada ainsi que ceux de nombreux États, provinces et municipalités ont pris certaines mesures visant à ralentir la propagation du virus, notamment en imposant un confinement et des mesures de distanciation physique ainsi que des fermetures d'établissements ou des contraintes relatives aux heures d'ouverture. Au premier semestre de 2021, ces mesures ont été levées ou réduites dans bon nombre d'États américains, ce qui a accéléré la reprise économique. Au Canada, bon nombre des gouvernements provinciaux ont mis en place de nouvelles mesures plus sévères et ont remis en vigueur les mesures mises en place précédemment, ce qui a ralenti la reprise au Canada. Certaines de ces restrictions avaient commencé à être levées vers la fin du deuxième trimestre de 2021, mais une recrudescence des cas au troisième trimestre a entraîné le rétablissement des mesures antérieures ou le maintien des mesures déjà en place par les provinces.

Nous tirons toujours l'essentiel de nos produits de nos activités liées aux déchets solides, qui constituent notre ligne d'activité la plus résiliente et offrent un modèle d'affaires diversifié en ce qui concerne les régions et la clientèle. Pour l'essentiel, les produits que nous tirons des activités liées aux déchets solides proviennent de marchés secondaires. Les produits que nous tirons des activités liées aux déchets solides dans les grands centres urbains ou les marchés primaires proviennent surtout de contrats de services municipaux et résidentiels. Au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, les volumes de nos activités de collecte de déchets solides et de déchets liquides pour des clients commerciaux et industriels ont augmenté en raison de l'augmentation des niveaux de service attribuable à l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19 au sein des marchés où nous offrons nos services. Bien que les projets de construction aient été considérés comme des services essentiels dans certains territoires, en raison de la durée prolongée de la pandémie de COVID-19, nos activités d'infrastructure et d'assainissement des sols ont continué d'enregistrer une baisse des volumes au cours du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, car le lancement de nouveaux grands projets a été retardé, malgré l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19. Par ailleurs, nos marges liées aux services d'infrastructure et d'assainissement des sols ont continué de subir l'incidence négative du changement dans la composition de nos produits découlant de la baisse du nombre de projets à volume faible et à fréquence élevée.

Les répercussions de la pandémie de COVID-19 sur notre entreprise et sur nos résultats d'exploitation, notre situation financière et nos flux de trésorerie futurs dépendront en grande partie de l'évolution de la situation, qui est incertaine et qui se poursuit, y compris la durée et la propagation du virus au Canada et aux États-Unis, le déploiement continu, l'exécution et l'efficacité des programmes de vaccination, la gravité de la COVID-19 et les mesures prises pour en limiter la propagation, y compris les variants, et le rythme et l'étendue du rétablissement des conditions économiques et opérationnelles normales sur les marchés où nous offrons nos services.

2. Résultats d'exploitation

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020

Les tableaux suivants présentent un résumé de certains résultats d'exploitation et d'autres données financières pour les périodes indiquées qui ont été tirés de nos états financiers intermédiaires et des notes annexes :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Variation	%
Produits	1 485,1 \$	1 036,0 \$	449,1 \$	43,3 %
Charges				
Coût des ventes	1 292,3	909,5	382,8	42,1
Frais de vente, généraux et administratifs	152,3	104,4	47,9	45,9
Charges d'intérêts et autres charges financières	97,0	94,9	2,1	2,2
Profit au dessaisissement	(31,4)	—	(31,4)	—
Autres charges	321,9	86,8	235,1	270,9
Perte avant impôt sur le résultat	(347,0)	(159,6)	(187,4)	117,4
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(101,8)	(44,9)	(56,9)	(126,7)
Perte nette	(245,2)	(114,7)	(130,5)	(113,8)
Perte par action, de base et diluée ¹⁾ (en dollars)	(0,71)	(0,32)	0,39	121,9
BAIIA ajusté ²⁾	415,8 \$	281,2 \$	134,6 \$	47,9 %

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Variation	%
Produits	3 986,0 \$	2 960,6 \$	1 025,4 \$	34,6 %
Charges				
Coût des ventes	3 566,3	2 643,1	923,2	34,9
Frais de vente, généraux et administratifs	422,0	363,6	58,4	16,1
Charges d'intérêts et autres charges financières	328,9	459,7	(130,8)	(28,5)
Profit au dessaisissement	(66,9)	—	(66,9)	—
Autres charges	357,6	173,3	184,3	106,3
Perte avant impôt sur le résultat	(621,9)	(679,1)	57,2	8,4
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(175,7)	(170,9)	(4,8)	(2,8)
Perte nette	(446,2)	(508,2)	62,0	12,2
Perte par action, de base et diluée ¹⁾ (en dollars)	(1,34)	(1,41)	0,07	5,0
BAIIA ajusté ²⁾	1 075,4 \$	765,5 \$	309,9 \$	40,5 %

	30 septembre 2021	31 décembre 2020	Variation
Total de l'actif	18 125,6 \$	15 730,0 \$	2 395,6 \$
Total de la trésorerie	1 149,5	27,2	1 122,3
Total de la dette à long terme	8 417,6	6 166,1	2 251,5
Total du passif	12 597,7	10 050,7	2 547,0
Total des capitaux propres	5 527,9 \$	5 679,3 \$	(151,4) \$

1) La perte de base et la perte diluée par action correspondent à la perte nette ajustée pour tenir compte des montants attribuables aux porteurs d'actions privilégiées. Se reporter à la note 10 afférente à nos états financiers intermédiaires.

2) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Produits

Les tableaux suivants présentent les produits par type de services pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021		Trimestre clos le 30 septembre 2020 ¹⁾		Variation	%
	Produits	%	Produits	%		
Clients résidentiels	320,8 \$	21,6 %	261,5 \$	25,2 %	59,3 \$	22,7 %
Clients commerciaux et industriels	481,9	32,4	326,5	31,5	155,4	47,6
Total des produits tirés de la collecte	802,7	54,0	588,0	56,7	214,7	36,5
Sites d'enfouissement	184,6	12,4	73,9	7,1	110,7	149,8
Transfert	158,2	10,7	104,2	10,1	54,0	51,8
Récupération de matériaux	98,7	6,6	73,6	7,1	25,1	34,1
Autres	67,3	4,5	51,6	5,0	15,7	30,4
Déchets solides	1 311,5	88,2	891,3	86,0	420,2	47,1
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	139,9	9,4	135,1	13,1	4,8	3,6
Déchets liquides	216,6	14,6	122,3	11,8	94,3	77,1
Produits intersociétés	(182,9)	(12,2)	(112,7)	(10,9)	(70,2)	62,3
Produits	1 485,1 \$	100,0 %	1 036,0 \$	100,0 %	449,1 \$	43,3 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		Période de neuf mois close le 30 septembre 2020 ²⁾		Variation	%
	Produits	%	Produits	%		
Clients résidentiels	913,3 \$	22,9 %	762,7 \$	25,8 %	150,6 \$	19,7 %
Clients commerciaux et industriels	1 358,5	34,1	931,9	31,5	426,6	45,8
Total des produits tirés de la collecte	2 271,8	57,0	1 694,6	57,3	577,2	34,1
Sites d'enfouissement	485,5	12,2	205,1	6,9	280,4	136,7
Transfert	442,8	11,1	289,4	9,8	153,4	53,0
Récupération de matériaux	265,1	6,7	186,1	6,3	79,0	42,5
Autres	183,0	4,6	171,2	5,8	11,8	6,9
Déchets solides	3 648,2	91,6	2 546,4	86,1	1 101,8	43,3
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	390,7	9,8	401,7	13,6	(11,0)	(2,7)
Déchets liquides	444,4	11,1	334,4	11,3	110,0	32,9
Produits intersociétés	(497,3)	(12,5)	(321,9)	(11,0)	(175,4)	(54,5)
Produits	3 986,0 \$	100,0 %	2 960,6 \$	100,0 %	1 025,4 \$	34,6 %

1) Comprend le reclassement d'un montant de 1,5 M\$ du poste Autres au poste Déchets liquides et d'un montant de 0,8 M\$ du poste Autres au poste Services d'infrastructure et d'assainissement des sols.

2) Comprend le reclassement d'un montant de 3,0 M\$ du poste Autres au poste Déchets liquides et d'un montant de 2,2 M\$ du poste Autres au poste Services d'infrastructure et d'assainissement des sols.

Les produits consolidés du trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont élevés à 1 485,1 M\$, ce qui représente une hausse de 449,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. La hausse tient principalement à l'incidence des acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2020, qui y ont contribué pour environ 407,4 M\$ et qui se rapportent principalement à nos activités liées aux déchets solides. Une solide hausse des prix et des volumes conjuguée à l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19 a également contribué à cette augmentation. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 29,7 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, excluant l'incidence des acquisitions, sont les suivantes :

- Les produits tirés des activités liées aux déchets solides ont augmenté de 8,2 %, grâce à une hausse de 5,8 % des prix de base, des surcharges et des prix des marchandises et de 2,4 % grâce aux volumes positifs qui découlent de l'augmentation des volumes enregistrée dans l'ensemble de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, les restrictions relatives à la COVID-19 ayant été assouplies dans l'ensemble de nos marchés. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 3,4 %.
- Les produits tirés de nos services d'infrastructure et d'assainissement des sols ont progressé de 1,3 %, une progression surtout attribuable à une augmentation des volumes d'assainissement des sols traités dans nos installations découlant de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. La plus grande partie de nos produits tirés des services d'infrastructure et d'assainissement des sols sont générés dans l'Est du Canada et dans le Nord-Est des États-Unis, deux régions qui sont demeurées touchées par les mesures mises en œuvre par les gouvernements pour limiter la propagation de la COVID-19. Malgré l'assouplissement récent des restrictions, nous avons continué d'enregistrer des retards dans le lancement de nouveaux grands projets et une réduction du niveau d'activité des clients qui représentent des volumes faibles, mais une fréquence élevée de service, ce qui a fait baisser temporairement le volume de sols contaminés dans les marchés où nous offrons nos services. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 0,5 %.
- Les produits tirés de nos activités liées aux déchets liquides ont enregistré une hausse de 4,4 % qui tient principalement à la hausse des activités de services de collecte et de traitement pour les clients industriels attribuable à la reprise des activités des clients à la suite de l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 2,0 %.

Les produits consolidés de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont élevés à 3 986,0 M\$, ce qui représente une hausse de 1 025,4 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. La hausse tient principalement à l'incidence des acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2020, qui y ont contribué pour environ 973,8 M\$ et qui se rapportent principalement à nos activités liées aux déchets solides. Une solide hausse des prix et des volumes positifs conjuguée à l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19 ont également contribué à cette augmentation. Ces augmentations ont été contrebalancées par des volumes défavorables au sein de nos secteurs d'activité liés aux services d'infrastructure et d'assainissement des sols. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 121,2 M\$. Les principales variations de nos produits enregistrées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, excluant l'incidence des acquisitions, sont les suivantes :

- Les produits tirés des activités liées aux déchets solides ont augmenté de 8,2 %, dont une tranche de 5,1 % grâce à une hausse des prix de base, des surcharges et des prix des marchandises et une tranche de 3,1 % grâce aux volumes positifs qui découlent de l'augmentation des volumes enregistrée dans l'ensemble de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, étant donné que les restrictions relatives à la COVID-19 ont été assouplies dans l'ensemble de nos marchés. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 4,9 %.
- Les produits tirés des services d'infrastructure et d'assainissement des sols ont fléchi de 6,1 %, en raison surtout d'une réduction des volumes d'assainissement des sols traités dans nos installations. La plus grande partie de nos produits tirés des services d'infrastructure et d'assainissement des sols sont générés dans l'Est du Canada et dans le Nord-Est des États-Unis, deux régions qui sont demeurées largement touchées par les mesures mises en œuvre par les gouvernements pour limiter la propagation de la COVID-19. Malgré l'assouplissement récent des restrictions, nous avons continué d'enregistrer des retards dans le lancement de nouveaux grands projets et une réduction du niveau d'activité des clients qui représentent des volumes faibles, mais une fréquence élevée de service, ce qui a fait baisser temporairement le volume de sols contaminés dans les marchés où nous offrons nos services. Les fluctuations des taux de change ont réduit les produits de 0,7 %.

- Les produits tirés de nos activités liées aux déchets liquides ont enregistré une hausse de 3,6 % qui tient principalement à des volumes plus élevés attribuables à la reprise des activités des clients découlant de l'assouplissement des restrictions relatives à la COVID-19. Les variations des taux de change ont entraîné une diminution des produits de 2,7 %.

Coût des ventes

Les tableaux suivants présentent le coût des ventes pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021		Trimestre clos le 30 septembre 2020 ¹⁾		Variation	%
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits		
Coûts liés au transfert et à l'élimination	316,2 \$	21,3 %	242,8 \$	23,4 %	73,4 \$	30,2 %
Main-d'œuvre et avantages	344,7	23,2	250,2	24,2	94,5	37,8
Entretien et réparations	129,1	8,7	92,0	8,8	37,1	40,3
Carburant	59,7	4,0	34,1	3,3	25,6	75,1
Autres coûts des ventes	104,1	7,0	62,1	6,0	42,0	67,6
Sous-total	953,8	64,2	681,2	65,7	272,6	40,0
Dotation à l'amortissement	219,4	14,8	118,1	11,4	101,3	85,8
Amortissement des immobilisations incorporelles	113,3	7,6	109,3	10,6	4,0	3,7
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration	5,8	0,4	0,9	0,1	4,9	544,4
Coût des ventes	1 292,3 \$	87,0 %	909,5 \$	87,8 %	382,8 \$	42,1 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021		Période de neuf mois close le 30 septembre 2020 ²⁾		Variation	%
	Coût	En % des produits	Coût	En % des produits		
Coûts liés au transfert et à l'élimination	855,2 \$	21,5 %	674,3 \$	22,8 %	180,9 \$	26,8 %
Main-d'œuvre et avantages	927,3	23,3	726,2	24,5	201,1	27,7
Entretien et réparations	359,1	9,0	261,6	8,8	97,5	37,3
Carburant	162,0	4,1	104,1	3,5	57,9	55,6
Autres coûts des ventes	282,8	7,0	194,7	6,7	88,1	45,2
Sous-total	2 586,4	64,9	1 960,9	66,3	625,5	31,9
Dotation à l'amortissement	629,5	15,8	352,6	11,9	276,9	78,5
Amortissement des immobilisations incorporelles	334,5	8,4	319,5	10,8	15,0	4,7
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration	15,9	0,4	10,1	0,3	5,8	57,4
Coût des ventes	3 566,3 \$	89,5 %	2 643,1 \$	89,3 %	923,2 \$	34,9 %

1) Comprend le reclassement d'un montant de 2,7 M\$ du poste Carburant et d'un montant de 1,3 M\$ du poste Autres coûts des ventes au poste Entretien et réparations, pour 4,0 M\$.

2) Comprend le reclassement d'un montant de 7,9 M\$ du poste Carburant et d'un montant de 3,9 M\$ du poste Autres coûts des ventes au poste Entretien et réparations, pour 11,8 M\$.

Le coût des ventes pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 s'est élevé à 1 292,3 M\$, ce qui représente une hausse de 382,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, hausse principalement attribuable à l'effet des acquisitions. Le coût des ventes en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, qui est de 87,0 %, a reculé de 80 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimées en pourcentage des produits, découlent principalement de la modification de la composition des activités, conjuguée à la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie qui a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires, ainsi que d'autres pressions inflationnistes sur les coûts. En pourcentage des produits, le carburant a augmenté de 70 points de base, pour s'établir à 4,0 % par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse des coûts a été en partie contrebalancée par des économies de coûts découlant de la poursuite de nos efforts en matière de gestion des coûts et d'amélioration de l'efficacité. En ce qui concerne la dotation à l'amortissement, l'augmentation exprimée en pourcentage des produits tient à l'incidence de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition des récentes acquisitions. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 a diminué de 150 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 64,2 %.

Le coût des ventes de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 s'est élevé à 3 566,3 M\$, ce qui représente une hausse de 923,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, hausse principalement attribuable à l'effet des acquisitions. Le coût des ventes en pourcentage du total des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui est de 89,5 %, a progressé de 20 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les variations enregistrées pour chaque catégorie de coûts, exprimées en pourcentage des produits, découlent principalement de la modification de la composition des activités, conjuguée à la pression accrue sur les coûts de main-d'œuvre causée par la pénurie qui a entraîné une hausse des taux de rémunération, des coûts de formation et des heures supplémentaires, ainsi que d'autres pressions inflationnistes sur les coûts. En pourcentage des produits, le carburant a augmenté de 60 points de base, pour s'établir à 4,1 % par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les coûts additionnels de gestion des risques liés à l'assurance et à la COVID-19 ont également contribué à accroître le coût des ventes par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Cette hausse des coûts a été en partie contrebalancée par des économies de coûts découlant de la poursuite de nos efforts en matière de gestion des coûts et d'amélioration de l'efficacité. En ce qui concerne la dotation à l'amortissement, l'augmentation exprimée en pourcentage des produits tient à l'incidence de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition des récentes acquisitions. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement des immobilisations corporelles, de l'amortissement des immobilisations incorporelles et des coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration, le coût des ventes exprimé en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 a diminué de 140 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, pour s'établir à 64,9 %.

Frais de vente, généraux et administratifs

Les tableaux suivants présentent les frais de vente, généraux et administratifs pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Variation	%
Salaires et avantages	75,0 \$	47,4 \$	27,6 \$	58,2 %
Paielements fondés sur des actions	10,9	7,2	3,7	51,4
Autres	40,5	26,2	14,3	54,6
Sous-total	126,4	80,8	45,6	56,4
Dotation à l'amortissement	8,1	6,5	1,6	24,6
Coûts de transaction	17,8	17,1	0,7	4,1
Frais de vente, généraux et administratifs	152,3 \$	104,4 \$	47,9 \$	45,9 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Variation	%
Salaires et avantages	212,7 \$	151,8 \$	60,9 \$	40,1 %
Paielements fondés sur des actions	31,2	27,1	4,1	15,1
Autres	111,5	84,2	27,3	32,4
Sous-total	355,4	263,1	92,3	35,1
Dotation à l'amortissement	23,4	18,3	5,1	27,9
Coûts de transaction	43,2	36,0	7,2	20,0
Coûts de transaction liés au PAPE	—	46,2	(46,2)	—
Frais de vente, généraux et administratifs	422,0 \$	363,6 \$	58,4 \$	16,1 %

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 47,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 152,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. L'augmentation tient principalement à une hausse des coûts liés aux salaires, aux avantages et aux investissements dans une infrastructure de technologie de l'information et des autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} juillet 2020. Les frais de vente, généraux et administratifs exprimés en pourcentage des produits se sont établis à 10,3 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport à 10,1 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement et des coûts de transaction, les frais de vente, généraux et administratifs exprimés en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont établis à 8,5 %, contre 7,8 % pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Les frais de vente, généraux et administratifs ont augmenté de 58,4 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, pour s'établir à 422,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. L'augmentation tient principalement à une hausse des coûts liés aux salaires, aux avantages et aux investissements dans une infrastructure de technologie de l'information et des autres coûts attribuables au nombre et à la taille des entreprises acquises depuis le 1^{er} janvier 2020. Les coûts de gestion des risques ont également augmenté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 en raison de la transformation en société ouverte. Les frais de vente, généraux et administratifs exprimés en pourcentage des produits se sont établis à 10,6 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à 12,3 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Compte non tenu de la dotation à l'amortissement et des coûts de transaction, les frais de vente, généraux et administratifs exprimés en pourcentage des produits pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont établis à 8,9 %, inchangés par rapport à ceux de la même période de l'exercice précédent.

Charges d'intérêts et autres charges financières

Les tableaux suivants présentent les charges d'intérêts et autres charges financières pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Variation	%
Intérêts	81,0 \$	87,3 \$	(6,3) \$	(7,2) %
Amortissement des coûts de financement différés	6,8	3,4	3,4	100,0
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	3,7	1,6	2,1	131,3
Autres charges financières	5,5	2,6	2,9	111,5
Charges d'intérêts et autres charges financières	97,0 \$	94,9 \$	2,1 \$	2,2 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Variation	%
Intérêts	232,6 \$	287,1 \$	(54,5) \$	(19,0) %
Perte liée à l'extinction de dettes	49,3	133,2	(83,9)	(63,0)
Amortissement des coûts de financement différés	17,9	26,0	(8,1)	(31,2)
Désactualisation des obligations liées aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	11,0	4,8	6,2	129,2
Autres charges financières	18,1	8,6	9,5	110,5
Charges d'intérêts et autres charges financières	328,9 \$	459,7 \$	(130,8) \$	(28,5) %

Les charges d'intérêts et autres charges financières du trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont établies à 97,0 M\$, ce qui représente une hausse de 2,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse est expliquée principalement par l'amortissement accéléré des coûts de financement différés résiduels liés à notre facilité de crédit renouvelable par suite de la modification récente à notre convention de crédit renouvelable. Elle a été contrebalancée en partie par une diminution des charges d'intérêts du trimestre clos le 30 septembre 2021 principalement en raison du taux d'intérêt moyen moins élevé sur l'encours de la dette à long terme.

Les charges d'intérêts et autres charges financières de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont établies à 328,9 M\$, ce qui représente une baisse de 130,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Au cours de la période précédente, une perte de 133,2 M\$ a été réalisée à l'extinction de la dette à long terme qui a été remboursée au moment de notre PAPE, comparativement à une perte de 49,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 relativement au remboursement des billets de 2027 à 8,500 %. Les charges d'intérêts de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 ont diminué de 54,5 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, pour s'établir à 232,6 M\$. Cette diminution tient principalement à la baisse du taux d'intérêt moyen sur le solde de la dette à long terme. En outre, l'amortissement des coûts de financement différés a diminué de 8,1 M\$ par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent pour s'établir à 17,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021.

Autres produits et charges

Les tableaux suivants présentent les autres produits et charges pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Variation	%
Perte (profit) de change	111,6 \$	(22,0) \$	133,6 \$	(607,3) %
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat	208,6	107,5	101,1	94,0
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	1,7	0,3	1,4	466,7
Contrepartie d'acquisition différée	—	1,0	(1,0)	—
Autres charges	321,9 \$	86,8 \$	235,1 \$	270,9 %

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Variation	%
Perte de change	35,3 \$	75,6 \$	(40,3) \$	(53,3) %
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat	319,6	93,3	226,3	242,6
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	2,7	2,4	0,3	12,5
Contrepartie d'acquisition différée	—	2,0	(2,0)	—
Autres charges	357,6 \$	173,3 \$	184,3 \$	106,3 %

Les autres charges ont augmenté de 235,1 M\$ pour s'établir à 321,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à d'autres charges de 86,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette variation s'explique principalement par une perte sans effet sur la trésorerie de 208,6 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat et par une perte de change sans effet sur la trésorerie de 111,6 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des unités de capitaux propres corporels et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2021.

Les autres charges ont augmenté de 184,3 M\$ pour s'établir à 357,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à d'autres charges de 173,3 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Cette variation s'explique principalement par une perte sans effet sur la trésorerie de 319,6 M\$ à la réévaluation des contrats d'achat et par une perte de change sans effet sur la trésorerie de 35,3 M\$ découlant de la réévaluation en dollars canadiens des unités de capitaux propres corporels et de la tranche non couverte de notre dette libellée en dollars américains, au moyen du taux de change en vigueur au 30 septembre 2021.

Dessaisissements

Au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, les dessaisissements ont donné lieu à un produit total tiré des ventes de 157,6 M\$ (126,4 M\$ US) qui s'est traduit par un profit net de 66,9 M\$. Ces dessaisissements visaient certains sites d'enfouissement et des activités liées au transport et activités auxiliaires.

Recouvrement d'impôt sur le résultat

Le recouvrement net d'impôt sur le résultat a augmenté de 56,9 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 101,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette augmentation s'explique surtout par les pertes fiscales additionnelles liées à l'augmentation de la dotation à l'amortissement découlant des acquisitions, par la perte sans effet sur la trésorerie à la réévaluation des contrats d'achat et à la perte de change sans effet sur la trésorerie, facteurs partiellement contrebalancés par un profit au dessaisissement.

Le recouvrement net d'impôt sur le résultat a augmenté de 4,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, pour s'établir à 175,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique surtout par les pertes fiscales additionnelles liées à l'augmentation de la dotation à l'amortissement découlant des acquisitions, par la perte sans effet sur la trésorerie à la réévaluation des contrats d'achat et par la perte de change sans effet sur la trésorerie, facteurs partiellement contrebalancés par un profit au dessaisissement. La comptabilisation de recouvrements d'impôt sur le résultat découle de la compensation des passifs d'impôt différé dans notre bilan.

3. Résultats des secteurs opérationnels

Nos principales lignes d'activité sont le transport, la gestion et le recyclage des déchets solides et liquides ainsi que les services d'infrastructure et d'assainissement des sols. Nos secteurs opérationnels sont les suivants : Déchets solides, qui comprend des installations de transport, d'enfouissement, de transfert et de récupération de matériaux; Services d'infrastructure et d'assainissement des sols; et Déchets liquides.

Les résultats de nos secteurs opérationnels sont présentés conformément aux critères utilisés pour la préparation du rapport interne destiné au principal décideur opérationnel responsable de l'affectation des ressources et de l'évaluation de la performance des secteurs opérationnels. Le principal décideur opérationnel évalue la performance des secteurs opérationnels en fonction de plusieurs facteurs, y compris les produits et le BAIIA ajusté.

Analyse des résultats du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020

Les tableaux suivants présentent les produits et le BAIIA ajusté par secteur opérationnel pour les périodes indiquées. Les produits bruts sont calculés en fonction des produits avant l'élimination des produits intersociétés.

	Trimestre clos le 30 septembre 2021			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	430,3 \$	(52,9) \$	377,4 \$	116,5 \$
États-Unis	881,2	(102,6)	778,6	250,5
Déchets solides	1 311,5	(155,5)	1 156,0	367,0
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	139,9	0,8	140,7	29,8
Déchets liquides	216,6	(28,2)	188,4	53,8
Siège social	—	—	—	(34,8)
	1 668,0 \$	(182,9) \$	1 485,1 \$	415,8 \$

	Trimestre clos le 30 septembre 2020			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAIIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	380,4 \$	(50,7) \$	329,7 \$	96,9 \$
États-Unis	510,9	(49,3)	461,6	145,4
Déchets solides	891,3	(100,0)	791,3	242,3
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	135,1	(2,1)	133,0	27,0
Déchets liquides	122,3	(10,6)	111,7	32,0
Siège social	—	—	—	(20,1)
	1 148,7 \$	(112,7) \$	1 036,0 \$	281,2 \$

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits	BAlIA ajusté ¹⁾
Déchets solides				
Canada	1 177,2 \$	(148,3) \$	1 028,9 \$	304,5 \$
États-Unis	2 471,0	(289,3)	2 181,7	698,0
Déchets solides	3 648,2	(437,6)	3 210,6	1 002,5
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	390,7	(7,8)	382,9	69,6
Déchets liquides	444,4	(51,9)	392,5	102,0
Siège social	—	—	—	(98,7)
	4 483,3 \$	(497,3) \$	3 986,0 \$	1 075,4 \$

	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020			
	Produits bruts	Produits intersociétés	Produits ²⁾	BAlIA ajusté ¹⁾³⁾
Déchets solides				
Canada	1 046,7 \$	(137,7) \$	909,0 \$	250,6 \$
États-Unis	1 499,7	(145,7)	1 354,0	427,4
Déchets solides	2 546,4	(283,4)	2 263,0	678,0
Services d'infrastructure et d'assainissement des sols	401,7	(6,8)	394,9	75,2
Déchets liquides	334,4	(31,7)	302,7	71,8
Siège social	—	—	—	(59,5)
	3 282,5 \$	(321,9) \$	2 960,6 \$	765,5 \$

1) Le BAlIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

2) Comprend le reclassement d'un montant de 1,5 M\$ du poste Déchets solides – Canada au poste Déchets liquides.

3) Comprend le reclassement d'un montant de 0,4 M\$ du poste Déchets solides – Canada au poste Déchets liquides.

Secteur opérationnel Déchets solides – Canada

Les produits ont augmenté de 47,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 377,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. L'augmentation s'explique en partie par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2020, qui ont fourni un apport d'environ 21,6 M\$ aux produits, les hausses des prix et les surcharges de 11,5 M\$ et les augmentations de 7,6 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les hausses des prix et des surcharges ont été supérieures à celles de la période correspondante de l'exercice précédent, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies de fixation des prix pour nos activités liées aux clients commerciaux et industriels ainsi que de la solidité de l'indice des prix à la consommation (l'« IPC ») concernant certains contrats de collecte municipaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 6,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, principalement grâce à une hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte, aux contrats de traitement des installations de récupération de matériaux, aux sites d'enfouissement et aux déchets organiques pour des clients commerciaux et résidentiels en raison d'une hausse des niveaux de service attribuable à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19.

Les produits de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont élevés à 1 028,9 M\$, ce qui représente une hausse de 119,9 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. L'augmentation s'explique en partie par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2020, qui ont fourni un apport d'environ 31,6 M\$ aux produits, les hausses des prix et les surcharges de 32,2 M\$ et les augmentations de 15,3 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les hausses des prix et des surcharges ont été supérieures à celles de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, en raison de la poursuite de la mise en œuvre de nos stratégies de fixation des prix et des ajustements de l'IPC concernant certains contrats municipaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 40,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, principalement grâce aux volumes de nos installations de récupération de matériaux découlant du début de nouveaux contrats de traitement dans l'Est et l'Ouest du Canada ainsi qu'à une hausse des volumes de

nos activités liées aux services de collecte, aux sites d'enfouissement et aux déchets organiques pour des clients commerciaux en raison d'une hausse des niveaux de service attribuable à l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. Ces augmentations ont été partiellement contrebalancées par une diminution des volumes de nos activités liées aux services de collecte pour des clients résidentiels et industriels et aux stations de transfert en raison d'une réduction des niveaux de service attribuable à la COVID-19.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 116,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 19,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 30,9 %, a augmenté de 150 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation tient à la réalisation continue d'une croissance interne de la marge découlant des initiatives en matière de prix, du contrôle des coûts et du levier d'exploitation en général. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté. L'avantage net de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues, facteur partiellement contrebalancé par la hausse du volume d'activités de traitement à plus faible marge dans les installations de récupération de matériaux, a également contribué à la croissance de la marge, mais cet avantage a été partiellement contrebalancé par la hausse des coûts du carburant.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 304,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 53,9 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 29,6 %, a augmenté de 200 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. L'augmentation tient principalement à la réalisation continue d'une croissance interne de la marge découlant des initiatives en matière de prix, du contrôle des coûts et du levier d'exploitation en général. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été supérieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a eu un effet favorable sur la marge globale du BAIIA ajusté. En outre, le fait que la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 comptait une journée de moins, puisque 2020 était une année bissextile, et l'avantage net de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues, facteurs partiellement contrebalancés par la hausse du volume d'activités de traitement à plus faible marge dans les installations de récupération de matériaux, ont également contribué à la croissance de la marge, mais ces avantages ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts du carburant.

Secteur opérationnel Déchets solides – États-Unis

Les produits ont augmenté de 317,0 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 778,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2020, qui ont fourni un apport d'environ 305,0 M\$ aux produits, les hausses des prix et des surcharges de 22,3 M\$ et les augmentations de 4,6 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 12,3 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, ce qui s'explique principalement par une hausse de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, due à une augmentation des niveaux de service en raison de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 26,9 M\$.

Les produits de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont élevés à 2 181,7 M\$, ce qui représente une hausse de 827,7 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Cette hausse s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2020, qui ont fourni un apport d'environ 840,1 M\$ aux produits, les hausses des prix et des surcharges de 60,7 M\$ et les augmentations de 8,1 M\$ des prix de vente des marchandises pouvant être vendues issues de nos installations de récupération de matériaux. Les volumes ont donné lieu à une augmentation des produits de 29,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, ce qui s'explique principalement par une hausse des volumes de nos activités liées aux services de collecte et de nos activités postérieures à la collecte, due à une augmentation des niveaux de service en raison de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 110,3 M\$.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 250,5 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 105,1 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 32,2 %, a augmenté de 70 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté. Cette diminution a été en partie contrebalancée par la croissance interne de la marge découlant des initiatives en matière de prix, du contrôle des coûts et du levier d'exploitation général. En outre, l'avantage net de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues a également contribué à la croissance de la marge, mais cet avantage a été partiellement contrebalancé par la hausse des coûts du carburant.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 698,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 270,6 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 32,0 %, a augmenté de 40 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. L'augmentation est surtout attribuable à la croissance interne de la marge découlant des initiatives en matière de prix, du contrôle des coûts et du levier d'exploitation général. L'apport aux marges du BAIIA ajusté des produits additionnels provenant des acquisitions a été inférieur à celui des produits provenant des entreprises existantes, ce qui a pesé sur la marge globale du BAIIA ajusté. En outre, le fait que la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 comptait une journée de moins, puisque 2020 était une année bissextile, et l'avantage de la hausse des prix de vente des marchandises pouvant être vendues ont également contribué à la croissance de la marge, mais ces avantages ont été partiellement contrebalancés par la hausse des coûts du carburant.

Secteur opérationnel Services d'infrastructure et d'assainissement des sols

Les produits se sont établis à 140,7 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 7,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020 qui s'explique principalement par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2020, qui ont contribué aux produits à hauteur d'environ 6,7 M\$, et par l'augmentation des volumes d'assainissement des sols traités dans nos installations. La plus grande partie de nos produits tirés des services d'infrastructure et d'assainissement des sols sont générés dans l'Est du Canada et dans le Nord-Est des États-Unis, deux régions qui sont demeurées touchées par les mesures mises en œuvre par les gouvernements pour limiter la propagation de la COVID-19. Malgré l'assouplissement récent des restrictions, nous avons continué d'enregistrer des retards dans le lancement de nouveaux grands projets et une réduction du niveau d'activité des clients qui représentent des volumes faibles, mais une fréquence élevée de service, ce qui a fait baisser temporairement le volume de sols contaminés dans les marchés où nous offrons nos services. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 0,7 M\$.

Les produits se sont établis à 382,9 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 12,0 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020 qui s'explique principalement par la réduction des volumes d'assainissement des sols traités dans nos installations, laquelle a été partiellement contrebalancée par les acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2020, qui ont contribué aux produits à hauteur d'environ 14,8 M\$. La plus grande partie de nos produits tirés des services d'infrastructure et d'assainissement des sols sont générés dans l'Est du Canada et dans le Nord-Est des États-Unis, deux régions qui sont demeurées touchées par les mesures mises en œuvre par les gouvernements pour limiter la propagation de la COVID-19. Malgré l'assouplissement récent des restrictions, nous avons continué d'enregistrer des retards dans le lancement de nouveaux grands projets et une réduction du niveau d'activité des clients qui représentent des volumes faibles, mais une fréquence élevée de service, ce qui a fait baisser temporairement le volume de sols contaminés dans les marchés où nous offrons nos services. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 2,6 M\$.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 29,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 2,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 21,2 %, a augmenté de 90 points de base par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation de la marge du BAIIA ajusté est principalement attribuable à l'incidence de la variation des produits et au levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 69,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 5,6 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 18,2 %, a diminué de 80 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. La baisse de la marge du BAIIA ajusté s'explique principalement par l'incidence des modifications apportées aux volumes et à la composition des produits.

Secteur opérationnel Déchets liquides

Les produits ont augmenté de 76,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 188,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Une tranche d'environ 74,1 M\$ de l'augmentation des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} juillet 2020. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 4,9 M\$, principalement attribuable à la hausse des activités liées aux services de collecte et de traitement pour des clients industriels découlant de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et de la reprise des activités des clients. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 2,2 M\$.

Les produits de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont élevés à 392,5 M\$, ce qui représente une hausse de 89,8 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Une tranche d'environ 87,2 M\$ de l'augmentation des produits est attribuable aux acquisitions conclues depuis le 1^{er} janvier 2020. À l'apport des acquisitions s'ajoute une croissance interne des produits qui s'est chiffrée à 10,8 M\$, principalement attribuable à l'augmentation des volumes découlant de l'assouplissement des restrictions liées à la COVID-19 et de la reprise des activités des clients. L'appréciation du dollar canadien par rapport au dollar américain au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, a donné lieu à une diminution des produits de 8,2 M\$.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 53,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 21,8 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 28,6 %, est inchangée par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020. Les initiatives en matière de prix, le contrôle des coûts variables ainsi que le levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Ces augmentations ont été contrebalancées par les produits additionnels provenant des acquisitions, qui ont fourni des marges du BAIIA ajusté inférieures à celles des entreprises existantes, ainsi que par la hausse des coûts du carburant.

Le BAIIA ajusté s'est chiffré à 102,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 30,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, laquelle est principalement attribuable aux variations des produits décrites plus haut. La marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, qui s'est établie à 26,0 %, a augmenté de 230 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les initiatives en matière de prix, le contrôle des coûts variables ainsi que le levier d'exploitation associé au rétablissement des volumes ont favorisé la marge du BAIIA ajusté pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Ces augmentations ont été contrebalancées par les produits additionnels provenant des acquisitions, qui ont fourni des marges du BAIIA ajusté inférieures à celles des entreprises existantes, ainsi que par la hausse des coûts du carburant.

Siège social

Les charges générales se sont établies à 34,8 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 14,7 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, et à 98,7 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 39,2 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les charges générales en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 31 septembre 2021, qui sont de 2,3 %, ont augmenté de 40 points de base par rapport aux charges générales en pourcentage des produits pour le trimestre clos le 30 septembre 2020; elles représentent 2,5 % pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, en hausse de 50 points de base par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. La hausse constatée aux deux périodes s'explique principalement par des effectifs additionnels et des coûts indirects engagés aux fins du soutien de la croissance des activités, notamment des coûts de gestion des risques et des honoraires additionnels liés au statut de société ouverte de GFL.

4. Situation de trésorerie et sources de financement

Nous prévoyons répondre à nos besoins en capital actuellement prévus au moyen des fonds en caisse, des flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation et de la capacité d'emprunt en vertu de notre facilité de crédit renouvelable (définie ci-après). Nous prévoyons que ces sources suffiront pour répondre à nos actuels besoins en matière de dépenses d'investissement liées à l'exploitation, payer nos dividendes et financer certaines acquisitions complémentaires dans le cadre de notre stratégie.

Flux de trésorerie

Flux de trésorerie du trimestre et de la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021 par rapport au trimestre et à la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020	Variation	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	223,9 \$	256,7 \$	(32,8) \$	(12,8) %
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(1 133,4)	(105,8)	(1 027,6)	(971,3)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	1 734,6	942,1	792,5	84,1
Augmentation de la trésorerie	825,1	1 093,0		
Variations découlant de l'écart de réévaluation de change de la trésorerie	14,0	0,3		
Trésorerie au début de la période	310,4	723,9		
Trésorerie à la fin de la période	1 149,5 \$	1 817,2 \$		

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020	Variation	%
Flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation	614,1 \$	338,7 \$	275,4 \$	81,3 %
Flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement	(1 550,6)	(1 459,7)	(90,9)	(6,2)
Flux de trésorerie provenant des activités de financement	2 065,4	2 364,2	(298,8)	(12,6)
Augmentation de la trésorerie	1 128,9	1 243,2		
Variations découlant de l'écart de réévaluation de change de la trésorerie	(6,6)	(0,8)		
Trésorerie au début de la période	27,2	574,8		
Trésorerie à la fin de la période	1 149,5 \$	1 817,2 \$		

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 223,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une diminution de 32,8 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 256,7 M\$ comptabilisés pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette diminution s'explique essentiellement par un accroissement des dépenses d'investissement en fonds de roulement et par une augmentation de 37,4 M\$ des intérêts en trésorerie payés, facteurs contrebalancés en partie par une augmentation du BAIIA ajusté pour le trimestre clos le 30 septembre 2021.

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 74,0 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à des entrées de trésorerie de 31,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. La variation d'une période à l'autre de 105,1 M\$ s'explique principalement par la croissance interne des produits, un investissement supplémentaire lié à nos acquisitions et le calendrier des recouvrements compte tenu d'une journée ouvrable de moins en raison du nouveau congé férié fédéral au Canada. Ces facteurs ont donné lieu à des

augmentations de 148,2 M\$ des débiteurs, de 3,4 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs et de 46,3 M\$ des créditeurs et charges à payer.

Les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation se sont établis à 614,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une augmentation de 275,4 M\$ par rapport aux flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation de 338,7 M\$ comptabilisés pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Cette augmentation s'explique essentiellement par une augmentation du BAIIA ajusté et par une réduction de 30,2 M\$ des intérêts en trésorerie payés, facteur qui a été en partie contrebalancé par un accroissement des dépenses d'investissement en fonds de roulement au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Le montant inscrit pour la période correspondante de l'exercice précédent comprenait une tranche de 109,1 M\$ au titre de coûts de transaction relatifs au PAPE (soit 73,8 M\$ pour les pénalités de remboursement anticipé, 46,2 M\$ pour les coûts de transaction afférents au PAPE, 30,2 M\$ pour la prime de remboursement anticipé et 41,1 M\$ pour le profit réalisé au règlement de contrats de swaps éteints).

Les variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement ont donné lieu à des sorties de trésorerie de 118,0 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à des sorties de trésorerie de 51,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. La variation d'une période à l'autre de 66,6 M\$ s'explique principalement par la croissance interne des produits, un investissement supplémentaire lié à nos acquisitions et le calendrier des recouvrements compte tenu d'une journée ouvrable de moins en raison du nouveau congé férié fédéral au Canada. Ces facteurs ont donné lieu à des augmentations de 137,7 M\$ des débiteurs et de 70,1 M\$ des créditeurs et charges à payer et à une diminution de 1,0 M\$ des charges payées d'avance et autres actifs.

Activités d'investissement

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 1 027,6 M\$ par rapport au trimestre clos le 30 septembre 2020, pour s'établir à 1 133,4 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique principalement par des dépenses au titre des acquisitions qui ont augmenté de 1 073,7 M\$ pour s'établir à 1 099,9 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, contre des dépenses au titre des acquisitions d'un montant de 26,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Les dépenses d'investissement du trimestre clos le 30 septembre 2021 se sont chiffrées à 134,7 M\$, ce qui représente une hausse de 49,0 M\$ par rapport aux dépenses d'investissement de 85,7 M\$ comptabilisées pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par le produit de la cession d'actifs, qui a augmenté de 95,1 M\$, pour s'établir à 101,2 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui comprend le produit lié à un dessaisissement, comparativement à un produit de la cession d'actifs de 6,1 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2020.

Les flux de trésorerie affectés aux activités d'investissement ont augmenté de 90,9 M\$ par rapport à la période de neuf mois close le 30 septembre 2020, pour s'établir à 1 550,6 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021. Cette augmentation s'explique principalement par une hausse de 138,7 M\$ des dépenses au titre des acquisitions qui se sont élevées à 1 303,2 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, contre des dépenses au titre des acquisitions d'un montant de 1 164,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Les dépenses d'investissement de la période de neuf mois close le 30 septembre 2021 se sont chiffrées à 417,8 M\$, ce qui représente une hausse de 112,1 M\$ par rapport aux dépenses d'investissement de 305,7 M\$ comptabilisées pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par le produit de la cession d'actifs, qui a augmenté de 159,9 M\$, pour s'établir à 170,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui comprend les produits liés aux dessaisissements, comparativement à un produit de la cession d'actifs de 10,5 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 1 734,6 M\$ pour le trimestre clos le 30 septembre 2021, ce qui représente une hausse de 792,5 M\$ par rapport aux entrées de trésorerie de 942,1 M\$ comptabilisées pour le trimestre clos le 30 septembre 2020. L'augmentation est principalement attribuable à l'émission d'une dette à long terme de 1 848,8 M\$, partiellement contrebalancée par le remboursement de 46,3 M\$ sur la dette à long terme au cours du trimestre clos le 30 septembre 2021, comparativement à l'émission de titres d'emprunt à long terme de 1 030,9 M\$, partiellement contrebalancée par le remboursement de 29,7 M\$ sur la dette à long terme au cours du trimestre clos le 30 septembre 2020.

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement se sont établis à 2 065,4 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, ce qui représente une baisse de 298,8 M\$ par rapport aux entrées de trésorerie de 2 364,2 M\$ comptabilisées pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2020. La baisse est principalement attribuable à l'émission de titres d'emprunt à long terme de 3 610,1 M\$, partiellement contrebalancée par le remboursement de 1 371,6 M\$ sur la dette à long terme, le paiement d'une contrepartie éventuelle de 19,6 M\$ et des dividendes de 13,1 M\$ pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2021, comparativement à l'émission d'un capital social de 3 257,6 M\$, d'unités de capitaux propres corporels de 1 006,9 M\$ et à l'émission de titres d'emprunt à long terme de 2 631,8 M\$, facteurs partiellement contrebalancés par le remboursement de 4 427,5 M\$ sur la dette à long terme à la période correspondante de l'exercice précédent par suite de notre PAPE.

Sources de liquidités disponibles

Le 27 septembre 2021, nous avons modifié notre convention de facilité de crédit (la « **convention de crédit renouvelable** ») pour, entre autres, a) modifier la grille de tarification applicable, b) prolonger l'échéance jusqu'au 27 septembre 2026, c) augmenter la facilité de crédit renouvelable (définie ci-dessous) de 200,0 M\$, et d) ajouter un prêt à terme à tirage différé d'un montant maximal de 500,0 M\$ pour financer des acquisitions (la « **facilité de prêt à terme A** »).

Aux termes de notre convention de crédit renouvelable, nous avons accès à une facilité de crédit renouvelable de 905,0 M\$ (montant disponible en dollars canadiens et en dollars américains) et à des facilités de crédit renouvelable d'un montant total de 75,0 M\$ US (montant disponible en dollars américains) (collectivement la « **facilité de crédit renouvelable** »). La facilité de crédit renouvelable et la facilité de prêt à terme A portent intérêt au taux LIBOR/taux des acceptations bancaires majoré de 1,500 % à 2,250 %, ou au taux des prêts préférentiels canadiens/américains majoré de 0,500 % à 1,250 %.

Au 30 septembre 2021, nous avons prélevé 428,4 M\$ sur la facilité de crédit renouvelable (148,8 M\$ au 31 décembre 2020) et 500,0 M\$ sur la facilité de prêt à terme A.

Notre convention de crédit renouvelable contient une clause restrictive de nature financière prévoyant le maintien d'un ratio de la dette à long terme sur le BAIIA ajusté et d'un ratio de couverture des intérêts (chacun étant défini dans la convention de crédit renouvelable).

GFL doit maintenir un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté égal ou inférieur à 6,00 pour 1,00 pendant une période de quatre trimestres financiers complets suivant la réalisation d'une acquisition significative (telle que définie dans la convention de crédit renouvelable) et, à tout autre moment, un ratio de la dette à long terme nette totale sur le BAIIA ajusté égal ou inférieur à 5,75 pour 1,00. Le ratio de couverture des intérêts doit être égal ou supérieur à 3,00 pour 1,00. Au 30 septembre 2021, nous respectons la clause restrictive en vigueur à cette date. Au 31 décembre 2020, nous respectons la clause restrictive en vigueur à cette date.

Le tableau suivant présente un sommaire de notre trésorerie et des montants disponibles aux termes de notre facilité de crédit renouvelable aux dates indiquées :

	30 septembre 2021	31 décembre 2020
Trésorerie	1 149,5 \$	27,2 \$
Montants disponibles aux termes de la facilité de crédit renouvelable	572,2	530,1
	<u>1 721,7 \$</u>	<u>557,3 \$</u>

En plus des sources de liquidités disponibles ci-dessus, le 27 septembre 2021, nous avons conclu un accord définitif avec des sociétés liées de HPS Investment Partners, LLC (« **HPS** ») en vertu duquel HPS a convenu de souscrire jusqu'à 8 196 721 actions privilégiées perpétuelles convertibles de série B (les « **actions privilégiées de série B** ») au prix de 36,60 \$ US l'action. Nous avons le droit d'émettre un montant total maximal de 300,0 M\$ US d'actions privilégiées de série B en vertu de l'accord définitif jusqu'à la fin de 2021. Les actions privilégiées de série B sont convertibles initialement en 6 830 601 actions à droit de vote subalterne, compte tenu de la priorité initiale en cas de liquidation et d'un prix de conversion de 43,92 \$ US l'action. À la date du présent document, aucune action privilégiée de série B n'avait été émise.

Obligations contractuelles

Le tableau suivant présente un sommaire de nos obligations contractuelles au 30 septembre 2021 :

(en millions de dollars)	Total	Moins de 1 an	De 1 an à 3 ans	De 4 à 5 ans	Par la suite
Dettes à long terme	8 385,8 \$	4,2 \$	16,7 \$	3 232,0 \$	5 132,9 \$
Intérêts sur la dette à long terme	1 910,9	94,5	681,4	589,7	545,3
Obligations locatives	352,7	61,7	100,1	136,1	54,8
Emprunts grevant du matériel et autres emprunts	4,7	0,1	0,8	0,5	3,3
Billets amortissables	85,9	14,0	71,9	—	—
	<u>10 740,0 \$</u>	<u>174,5 \$</u>	<u>870,9 \$</u>	<u>3 958,3 \$</u>	<u>5 736,3 \$</u>

Autres engagements

Nous avons des lettres de crédit en cours totalisant environ 188,4 M\$ au 30 septembre 2021 (133,8 M\$ au 31 décembre 2020), qui ne sont pas comptabilisées dans nos états financiers intermédiaires. Ces lettres de crédit ont principalement trait aux exigences en matière de rendement en vertu de nos contrats municipaux et aux garanties financières émises à des organismes gouvernementaux à l'égard de nos permis d'exploitation.

Au 30 septembre 2021, nous avons fourni des cautionnements de bonne exécution totalisant 1 830,9 M\$ (1 697,4 M\$ au 31 décembre 2020).

5. Sommaire des résultats trimestriels

Le tableau suivant présente un sommaire des résultats de nos activités pour les huit derniers trimestres clos :

(en millions de dollars, sauf les montants par action)	30 sept. 2021	30 juin 2021	31 mars 2021	31 déc. 2020	30 sept. 2020	30 juin 2020	31 mars 2020	31 déc. 2019
Sommaire financier								
Produits	1 485,1 \$	1 314,3 \$	1 186,6 \$	1 235,6 \$	1 036,0 \$	993,3 \$	931,3 \$	896,5 \$
BAIIA ajusté ¹⁾	415,8	353,0	306,6	311,2	281,2	261,5	222,8	208,9
(Perte nette) bénéfice net	(245,2)	25,2	(226,2)	(486,7)	(114,7)	(115,5)	(278,0)	(182,0)
(Perte nette) bénéfice net par action	(0,71)	0,03	(0,66)	(1,39)	(0,32)	(0,32)	(0,77)	(1,01)

1) Le BAIIA ajusté est une mesure non conforme aux IFRS. Se reporter à la rubrique « Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés ».

Au cours des huit derniers trimestres, nos résultats ont principalement été influencés par la croissance interne continue de la marge attribuable aux initiatives en matière de prix, au contrôle des coûts et au levier d'exploitation en général à mesure que les volumes se sont redressés, ainsi que par les acquisitions et les activités de financement connexes. En outre, le caractère saisonnier des activités a une incidence sur nos résultats, et ceux-ci tendent à être plus faibles au premier trimestre de l'exercice, en raison principalement des conditions hivernales, qui sont difficiles au Canada, et plus élevés aux deuxième et troisième trimestres de l'exercice, en raison de l'augmentation du volume de déchets générés au cours de l'été dans bon nombre de nos marchés des déchets solides. Enfin, nos résultats ont subi l'incidence des mesures prises par les gouvernements américain et canadien en réaction à la COVID-19 au début du deuxième trimestre de 2020. Pour le dernier trimestre de 2019 et pour le premier trimestre de 2020, la perte nette par action, de base et diluée, a été recalculée pour ajuster de façon rétrospective le nombre d'actions pour tenir compte du fractionnement d'actions effectué parallèlement aux modifications du capital préclôture apportées dans le cadre de notre PAPE.

6. Principaux facteurs de risque

Nous sommes exposés à un certain nombre de risques du fait des objectifs stratégiques que nous poursuivons et de la nature de nos activités; ils sont énumérés à la rubrique « Facteurs de risque » de notre rapport annuel. Nous sommes également assujettis aux risques financiers qui suivent.

Instruments financiers et risque financier

Nos instruments financiers se composent de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients, des dettes fournisseurs, de la dette à long terme et de nos unités de capitaux propres corporels. La valeur comptable de nos actifs financiers est équivalente à leur juste valeur.

À l'exception de nos billets garantis et non garantis en dollars américains en circulation (les « **billets** »), la valeur comptable de nos passifs financiers avoisine leur juste valeur. Le tableau suivant présente la hiérarchie des justes valeurs pour nos billets pour les périodes indiquées :

(en millions de dollars)	Juste valeur au 30 septembre 2021			Juste valeur au 31 décembre 2020		
	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)	Prix cotés sur un marché actif (niveau 1)	Données d'entrée observables importantes (niveau 2)	Données d'entrée non observables importantes (niveau 3)
Billets	— \$	5 917,6 \$	— \$	— \$	4 454,3 \$	— \$

Pour d'autres précisions sur nos instruments financiers, y compris les ententes de couverture, et les facteurs de risque financier connexes, se reporter à nos états financiers intermédiaires, à nos états financiers annuels et à notre rapport de gestion annuel.

7. Autres

Transactions entre parties liées

Après le paiement du versement semestriel de 3,5 M\$, le capital résiduel impayé relativement au billet à payer à Josaud Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 10,5 M\$ au 30 septembre 2021 (17,5 M\$ au 31 décembre 2020).

Après le paiement du versement semestriel de 2,9 M\$, le capital résiduel impayé relativement au billet à payer à Sejosa Holdings Inc. (une entité liée à Patrick Dovigi) se chiffrait à 20,3 M\$ au 30 septembre 2021 (26,1 M\$ au 31 décembre 2020).

Pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, nous avons effectué des paiements de loyers d'un total de 1,0 M\$ et de 2,9 M\$ (0,9 M\$ et 2,3 M\$ pour le trimestre et la période de neuf mois clos le 30 septembre 2020) à des parties liées.

Renseignements courants sur les actions

Notre capital social autorisé est constitué i) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote subalterne, ii) d'un nombre illimité d'actions à droit de vote multiple, iii) d'un nombre illimité d'actions privilégiées pouvant être émises en séries, et iv) de 28 571 428 actions privilégiées convertibles perpétuelles de série A (les « **actions privilégiées** »).

Au 30 septembre 2021, nous avons 321 334 101 actions à droit de vote subalterne, 12 062 964 actions à droit de vote multiple et 28 571 428 actions privilégiées émises et en circulation. Au 30 septembre 2021, les actions privilégiées pouvaient être converties en 25 521 980 actions à droit de vote subalterne, ce qui représente environ 7,4 % des actions à droit de vote subalterne émises et en circulation et 5,5 % des droits de vote en circulation rattachés à toutes nos actions en circulation, en fonction d'un prix de conversion de 25,20 \$ US par action. Au 30 septembre 2021, 13 319 539 contrats d'achat étaient en cours et pouvaient être convertis en 29 212 413 actions à droit de vote subalterne, en supposant une conversion minimale de 2,1932.

Renseignements supplémentaires

Des renseignements supplémentaires à l'égard de GFL, y compris nos plus récents rapports annuels et trimestriels, sont accessibles sur SEDAR, à l'adresse www.sedar.com, et sur EDGAR, à l'adresse www.sec.gov/edgar.

8. Méthodes comptables, estimations et jugements comptables critiques

Nous préparons nos états financiers intermédiaires conformément aux IFRS. Nos principales méthodes comptables et nos estimations, hypothèses et jugements comptables principaux sont présentés dans les états financiers annuels.

Estimations, hypothèses et jugements comptables principaux

La préparation de nos états financiers intermédiaires exige que la direction formule des estimations et des jugements influant sur les montants présentés des produits, des charges, de l'actif et du passif et des informations à fournir connexes. Par conséquent, les résultats réels pourraient différer des montants estimés à mesure que surviennent des événements déterminants. Les estimations et jugements importants utilisés dans le cadre de la préparation de nos états financiers intermédiaires sont décrits dans nos états financiers annuels.

Depuis la date de notre rapport de gestion annuel, aucun changement significatif n'a été apporté aux estimations, hypothèses et jugements comptables principaux. Se reporter à la rubrique « Principales estimations, hypothèses et jugements comptables critiques » de notre rapport annuel.

Actifs liés aux sites d'enfouissement

Le tableau ci-dessous présente un résumé de la dotation à l'amortissement liée à nos sites d'enfouissement, par tonne, pour les périodes indiquées :

	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Exercice clos le 31 décembre 2020
Amortissement de la capacité des sites d'enfouissement (en millions de dollars)	58,0 \$	160,2 \$	111,8 \$
Tonnes reçues (en millions de tonnes)	4,9	13,2	8,3
Amortissement moyen des sites d'enfouissement, par tonne (en dollars)	11,8 \$	12,1 \$	13,5 \$

Pour la période de neuf mois clos le 30 septembre 2021, l'amortissement de la capacité des sites d'enfouissement exclut un montant de 14,8 M\$ qui correspond à l'écart entre le montant de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations, calculé au moyen d'un taux d'actualisation sans risque ajusté en fonction de la qualité du crédit, exigé pour l'évaluation de l'obligation liée à la mise hors service d'immobilisations dans le cadre de la comptabilisation selon la méthode de l'acquisition, et le montant calculé au taux d'actualisation sans risque exigé pour les évaluations trimestrielles. Cet ajustement comptable n'a pas d'incidence sur les facteurs économiques liés à l'amortissement moyen des sites d'enfouissement par tonne.

Capacité des sites d'enfouissement

Au 30 septembre 2021, la capacité autorisée restante était de 329,4 millions de tonnes (328,5 millions de tonnes au 31 décembre 2020) pour les sites d'enfouissement que nous possédons et le site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe. Au 30 septembre 2021, 14 de nos sites d'enfouissement répondaient aux critères pour faire l'objet d'une expansion probable de la capacité, ce qui représente une capacité additionnelle de 140,6 millions de tonnes et, considérée avec la capacité autorisée restante, correspond à une capacité restante totale de 470,0 millions de tonnes (469,1 millions de tonnes au 31 décembre 2020). En fonction de la capacité totale restante au 30 septembre 2021 et des volumes d'élimination annuels prévus, la durée de vie résiduelle moyenne pondérée des sites d'enfouissement que nous possédons et du site d'enfouissement du Québec où nous avons accès à une capacité fixe est d'environ 24,3 ans (25,0 ans au 31 décembre 2020). D'autres occasions d'expansion pourraient prolonger la durée de vie résiduelle moyenne pondérée de nos sites d'enfouissement.

9. Mesures financières non conformes aux IFRS et indicateurs de performance clés

Le présent rapport de gestion contient des références à certaines mesures non conformes aux IFRS, dont le BAIIA, le BAIIA ajusté et la marge du BAIIA ajusté. Ces mesures ne sont pas reconnues par les IFRS et elles n'ont pas de signification normalisée prescrite par les IFRS, il est donc peu probable qu'elles soient comparables à des mesures similaires présentées par d'autres sociétés. Par conséquent, ces mesures ne devraient pas être considérées de manière isolée ni en remplacement de l'analyse de notre information financière présentée en vertu des IFRS. Nous les utilisons pour fournir aux investisseurs une mesure additionnelle de notre performance opérationnelle et pour faire ressortir les tendances se rapportant à nos principales activités qui pourraient ne pas être apparentes lorsque l'on se fie uniquement aux mesures financières conformes aux IFRS. Nous sommes également d'avis que les analystes en valeurs mobilières, les investisseurs et les autres parties concernées ont fréquemment recours aux mesures non conformes aux IFRS pour évaluer les émetteurs. Notre direction a également recours aux mesures non conformes aux IFRS pour faciliter les comparaisons de la performance opérationnelle d'une période à l'autre, pour préparer les prévisions et budgets d'exploitation annuels et pour déterminer les composantes de la rémunération de la direction.

BAIIA

Le BAIIA est calculé, pour la période applicable, en ajoutant au résultat net ou en déduisant de celui-ci, selon le cas, a) les charges d'intérêts et autres charges financières, b) l'amortissement des immobilisations corporelles, c) l'amortissement des immobilisations incorporelles, et d) la charge (le recouvrement) d'impôt sur le résultat. Nous présentons le BAIIA pour aider le lecteur à comprendre le calcul du BAIIA ajusté. La direction n'utilise pas le BAIIA comme mesure de la performance financière.

BAIIA ajusté

Le BAIIA ajusté est une mesure supplémentaire utilisée par la direction et d'autres utilisateurs de nos états financiers, y compris nos prêteurs et les investisseurs, pour évaluer la performance financière de notre entreprise sans tenir compte des méthodes de financement ni de la structure du capital. Le BAIIA ajusté est également une mesure clé utilisée par la direction avant la réalisation de toute occasion d'investissement ou de financement stratégique. Par exemple, la direction utilise le BAIIA ajusté aux fins de la détermination de la valeur des acquisitions, des occasions d'expansion et des cessions. Par ailleurs, les institutions financières utilisent le BAIIA ajusté pour mesurer la capacité d'emprunt. Le BAIIA ajusté est calculé en ajoutant au BAIIA ou en déduisant de celui-ci, selon le cas, les charges, frais, coûts ou prestations engagés durant la période présentée et qui, de l'avis de la direction, ne sont pas indicatifs de la performance sous-jacente de l'entreprise ou ont une incidence sur la capacité d'évaluer la performance opérationnelle de notre entreprise, notamment a) (le profit) la perte de change, b) (le profit) la perte à la vente d'immobilisations corporelles, c) (le profit) la perte liée à la valeur de marché sur la couverture du carburant, d) (le profit) la perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat, e) les paiements fondés sur des actions, f) le profit au dessaisissement, g) les coûts de transaction, h) les coûts de transaction liés au PAPE, i) les coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration (compris dans le coût des ventes lié aux activités d'acquisition) et j) la contrepartie d'acquisition différée. Nous utilisons le BAIIA ajusté pour permettre la comparaison de notre rendement opérationnel de façon cohérente en reflétant les facteurs et les tendances qui ont une incidence sur notre entreprise.

Marge du BAIIA ajusté

La marge du BAIIA ajusté représente le BAIIA ajusté divisé par les produits. Nous utilisons la marge du BAIIA ajusté afin de faciliter la comparaison de la performance opérationnelle de chacun de nos secteurs opérationnels sur une base cohérente qui reflète les facteurs et les tendances touchant nos activités.

Rapprochement du BAIIA ajusté et de la perte nette

Le tableau qui suit contient un rapprochement de notre perte nette et du BAIIA ainsi que du BAIIA ajusté pour les périodes présentées.

(en millions de dollars)	Trimestre clos le 30 septembre 2021	Trimestre clos le 30 septembre 2020
Perte nette	(245,2) \$	(114,7) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	97,0	94,9
Amortissements	227,5	124,6
Amortissement des immobilisations incorporelles	113,3	109,3
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(101,8)	(44,9)
BAIIA	90,8	169,2
Ajouter :		
Perte (profit) de change ¹⁾	111,6	(22,0)
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	1,7	0,3
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ²⁾	208,6	107,5
Paielements fondés sur des actions ³⁾	10,9	7,2
Profit lié à un dessaisissement ⁴⁾	(31,4)	—
Coûts de transaction ⁵⁾	17,8	17,1
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁷⁾	5,8	0,9
Contrepartie d'acquisition différée	—	1,0
BAIIA ajusté	415,8 \$	281,2 \$

(en millions de dollars)	Période de neuf mois close le 30 septembre 2021	Période de neuf mois close le 30 septembre 2020
Perte nette	(446,2) \$	(508,2) \$
Ajouter :		
Charges d'intérêts et autres charges financières	328,9	459,7
Amortissement des immobilisations corporelles	652,9	370,9
Amortissement des immobilisations incorporelles	334,5	319,5
Recouvrement d'impôt sur le résultat	(175,7)	(170,9)
BAIIA	694,4	471,0
Ajouter :		
Perte de change ¹⁾	35,3	75,6
Perte à la vente d'immobilisations corporelles	2,7	2,4
Perte liée à la valeur de marché sur la couverture du carburant	—	1,8
Perte liée à la valeur de marché sur les contrats d'achat ²⁾	319,6	93,3
Paielements fondés sur des actions ³⁾	31,2	27,1
Profit lié à un dessaisissement ⁴⁾	(66,9)	—
Coûts de transaction ⁵⁾	43,2	36,0
Coûts de transaction liés au PAPE ⁶⁾	—	46,2
Coûts d'acquisition, de changement de marque et autres coûts d'intégration ⁷⁾	15,9	10,1
Contrepartie d'acquisition différée	—	2,0
BAIIA ajusté	1 075,4 \$	765,5 \$

- 1) Se compose i) de profits et de pertes sans effet sur la trésorerie sur des swaps de devises et de taux d'intérêt conclus dans le cadre de nos instruments d'emprunt, et ii) de profits et de pertes attribuables aux fluctuations des taux de change.
- 2) Il s'agit d'un élément sans effet sur la trésorerie qui correspond à l'ajustement lié à la valeur de marché de la juste valeur des contrats d'achat.
- 3) Il s'agit d'un élément sans effet sur la trésorerie qui correspond à l'amortissement de la juste valeur estimative des options sur actions attribuées à certains membres de la direction en vertu de régimes d'options sur actions.
- 4) Se compose d'un profit découlant du dessaisissement de certains sites d'enfouissement ainsi que des activités liées au transport et des activités auxiliaires.
- 5) Se composent des coûts d'acquisition, d'intégration et autres coûts, tels que les honoraires juridiques, les frais de consultation et d'autres honoraires et charges engagés dans le cadre d'acquisitions et d'activités de financement conclues au cours de la période. Nous prévoyons engager des coûts semblables dans le cadre d'autres acquisitions dans l'avenir; conformément aux IFRS, ces coûts liés aux acquisitions sont passés en charge à mesure qu'ils sont engagés et ne sont pas inscrits à l'actif. Ils sont compris dans les frais de vente, généraux et administratifs.
- 6) Se composent de coûts liés au PAPE, tels que des honoraires juridiques, des frais d'audit, des frais réglementaires et d'autres charges engagées dans le cadre du PAPE, ainsi que des frais de souscription liés aux unités de capitaux propres corporels, qui ont été passés en charges à mesure qu'ils sont engagés.
- 7) Compréhendent les coûts liés au remplacement de la marque sur le matériel acquis dans le cadre d'acquisitions d'entreprises. Nous nous attendons à engager des coûts semblables dans l'avenir dans le cadre d'autres acquisitions. Ces coûts font partie du coût des ventes.